

Troupes en Ukraine : Macron y pense depuis 9 mois !

écrit par Monique B | 15 mars 2024



Le président français Emmanuel Macron prononce un discours lors d'une réunion avec de hauts responsables du gouvernement à Paris, le 12 mars 2024 (photo d'illustration).



Le président français Emmanuel Macron prononce un discours lors d'une réunion avec de hauts responsables du gouvernement à Paris, le 12 mars 2024 (photo d'illustration).

La possibilité d'envoyer des troupes au sol en Ukraine,

évoquée le 26 février par le président français, serait étudiée par l'Élysée depuis juin 2023, révèle ce 14 mars le quotidien Le Monde.

“De toute façon, dans l'année qui vient, je vais devoir envoyer des mecs à Odessa” : tels seraient les mots qu'aurait «lâché, d'un air dégagé» Emmanuel Macron le 21 février dernier, jour de la panthéonisation du couple de résistants d'origine arménienne Missak et Mélinée Manouchian, relate Le Monde ce 14 mars. Nous sommes alors cinq jours avant la conférence de soutien à l'Ukraine, à l'issue de laquelle le président français déclarera que l'envoi de troupes occidentales ne pouvait «être exclu».

Mais cette idée d'Emmanuel Macron, qui lui a valu un désaveu de l'écrasante majorité de ses partenaires européens, ne daterait pas d'hier, selon le quotidien français. En effet, le locataire de l'Élysée aurait délaissé son plumage de «colombe» pour celui de «faucon» il y a déjà neuf mois, relatent les auteurs de l'article. **Une «conversion» entreprise début juin 2023, à l'occasion d'un discours d'Emmanuel Macron au très atlantiste forum Globsec, où il a notamment appelé «à donner des garanties de sécurité tangibles et crédibles» à l'Ukraine. «Dès cette époque, l'envoi de “troupes au sol” [...] devient une option examinée par les autorités françaises, dans le plus grand secret», confient les journalistes, qui poursuivent : «Elle est évoquée lors d'un conseil de défense, le 12 juin 2023 à l'Élysée.»** Nous sommes alors à un mois du sommet de l'OTAN à Vilnius, en marge duquel plusieurs pays membres du bloc militaire avaient acté de signer des accords de sécurité bilatéraux avec Kiev. Selon Le Monde, Emmanuel Macron «s'agace des critiques faites contre un supposé manque de soutien de la France à l'Ukraine», à l'heure où la France pointe «en seizième place» des soutiens de Kiev en matière d'aide militaire, selon les données du think tank allemand Kiel Institute.

Aide militaire à l'Ukraine : se racheter avant les élections européennes ? Le 16 janvier, le Financial Times (FT) révélait que Bruxelles avait lancé un audit sur les quantités d'armements que les États membres avaient fourni à Kiev. Ce contrôle faisait suite aux récriminations de Berlin, estimant que certains pays auraient les moyens d'en faire plus. Notamment la France et l'Italie. Le soir même de cette révélation du FT, Emmanuel Macron annonçait la livraison de 40 missiles Scalp supplémentaires à Kiev. Le surlendemain, Paris lançait une coalition «artillerie» pour l'Ukraine, à laquelle est venue s'ajouter, le 26 février, celle sur «les missiles et bombes de moyenne et longue portée». Le 8 mars, au lendemain d'une autre réunion européenne voulue par l'Élysée sur le soutien à l'Ukraine, le ministre des Armées Sébastien Lecornu avait sur le plateau de BFM/RMC tenu à souligner que l'entreprise franco-allemande KNDS était celle qui avait «mis à disposition, par le truchement des ministères français et allemand, le plus d'équipement terrestre sur le sol ukrainien».

Ces réunions et déclarations surviennent après la signature le 16 février à Paris d'un accord bilatéral de défense avec Kiev et la promesse d'Emmanuel Macron de fournir «jusqu'à 3 milliards d'euros» d'aide militaire «supplémentaire» à l'Ukraine en 2024. Une «offensive belliqueuse» du président français qui, analysent les journalistes du Monde, ne serait «pas dénuée d'arrière-pensées électorales» à trois mois des élections européennes. Celle-ci viserait, sur la scène nationale, à «faire sortir du bois» le Rassemblement national, accusé par le camp présidentiel de faire preuve de complaisance avec la Russie. *«Ces États doivent comprendre les répercussions de ces déclarations provocatrices», prévient Poutine.*

Moscou, de son côté, dénonce depuis l'annonce de la livraison de missiles Scalp l'implication croissante de Paris en Ukraine. La Russie n'aura pas de «lignes rouges»

contre ceux qui n'en ont pas contre elle, a déclaré le 13 mars Vladimir Poutine. Le président russe a également réagi pour la première fois personnellement aux propos d'Emmanuel Macron sur l'envoi de troupes occidentales en Ukraine, estimant que cela ne changerait rien à la situation sur le champ de bataille et à l'issue du conflit. Et celui-ci de conclure : *«Ces États doivent comprendre les répercussions de ces déclarations provocatrices.»*

<https://français.rt.com/france/110057-troupes-ukraine-macron-pense-depuis-juin-2023>